

**COMITÉ PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES**

**Vingt-troisième session**

**FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**(Rapport d'activité pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2018)**



## **FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT** **(Rapport d'activité pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2018)**

### **Contexte**

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 18 du 27 juin 2018 relative aux dispositions et pratiques budgétaires<sup>1</sup>. La note d'orientation 2018 sur le Fonds de l'OIM pour le développement décrit les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur le fonctionnement et l'administration de ce dernier. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le site Internet du Fonds (<http://developmentfund.iom.int/>).
3. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les États Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit<sup>2</sup>.

### **Administration du Fonds**

4. En 2018, le Fonds de l'OIM pour le développement dispose de 9 534 378 dollars É.-U.<sup>3</sup> (y compris les dépenses administratives et celles afférentes au système PRIMA). Un montant de 1 432 544 dollars É.-U. est alloué pour des financements au titre de la première ligne, qui comprend 1,4 million de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/109/3), et 32 544 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première

---

<sup>1</sup> La résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 18 dispose, au paragraphe 13 de la section IV, que « le Directeur général est invité à allouer un montant d'un million quatre cent mille dollars des États-Unis, prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) ». Au paragraphe 14 de la section IV, il est précisé qu'« un apport de 25 % de revenus de soutien opérationnel (hormis l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de 20 millions de dollars É.-U. sera alloué au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit) », tandis qu'au paragraphe 15 de la même section il est stipulé que « le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement (à l'exclusion des contributions volontaires directes) ne peut dépasser le total des revenus divers (contributions sans affectation spéciale et intérêts créditeurs) ».

<sup>2</sup> La résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 18 dispose, au paragraphe 17 a) de la section IV, que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des États Membres au plan de leurs contributions assignées, et ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un État Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année après que le Conseil a été informé du non-respect, par l'État Membre intéressé, de ses obligations financières dans une mesure justifiant la perte du droit de vote, pour autant qu'à ce moment-là, l'État Membre en question soit encore redevable d'arriérés dans la mesure visée. Cette expression ne désigne pas un État Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'État Membre.

<sup>3</sup> Les Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique et des États-Unis d'Amérique ont versé des contributions sans affectation spéciale qui font partie des revenus de soutien opérationnel alloués au Fonds de l'OIM pour le développement.

ligne. Un montant total de 8 101 834 dollars É.-U. est disponible pour des financements au titre de la deuxième ligne, qui comprend 7 210 506 dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel, 218 651 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne, 39 600 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de l'Autriche, 574 713 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la Suède, 57 566 dollars É.-U. versés par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, et 798 dollars É.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

5. Conformément à la tendance observée ces dernières années, les demandes de financement de projets reçues en 2018 ont augmenté, en partie à la suite de l'accroissement du nombre de Membres de l'OIM.

6. En 2018, les propositions de projet concernaient les domaines suivants : migration de main-d'œuvre ; migration et développement ; migration, environnement et changement climatique ; lutte contre la traite ; migration et santé ; profils migratoires ; gestion de l'immigration et des frontières ; et politique de migration. Tous les projets approuvés sont conformes aux objectifs/principes pertinents énoncés dans le Cadre de gouvernance des migrations de l'OIM, et aux objectifs de développement durable.

7. Les allocations financières réelles par rapport aux fonds disponibles sont conformes aux prévisions, 74 % du financement total ayant été alloué à la fin du troisième trimestre de 2018. Au 30 septembre 2018, 125 projets actifs étaient administrés par le Fonds de l'OIM pour le développement.

8. Le plan stratégique du Fonds de l'OIM pour le développement a été actualisé pour la période 2019-2021. Il précise, entre autres, les valeurs communes qui sous-tendent l'activité du Fonds en tant qu'unité ainsi que ses relations avec les parties prenantes internes et externes. Un plan d'action pour 2019 a également été élaboré.

### **Système PRIMA d'information et de gestion des projets**

9. L'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement, ainsi que les collègues sur le terrain et des bureaux régionaux, continuent de veiller à l'exécution de toutes les tâches du cycle de projet à l'aide du système PRIMA. Celui-ci permet de visualiser facilement n'importe quel projet mené dans le monde ainsi que les documents correspondants. Il permet aussi aux bureaux régionaux de surveiller la mise en œuvre d'activités dans la perspective d'évaluations sur place.

10. L'élaboration du système PRIMA for All et la mise en œuvre concomitante de PRIMA pour le Fonds de l'OIM pour le développement ont permis à l'Unité chargée du Fonds de partager les enseignements tirés de la mise en place du système, d'intégrer ses prescriptions dans le système commun à l'ensemble de l'Organisation et de contribuer à l'expérimentation de ce système.

### **Examen de pratiques exemplaires**

11. A ce jour, le Fonds de l'OIM pour le développement a procédé à trois examens en 2018 : le premier portait sur tous les projets menés en Asie du Sud-Est pendant la période 2013-2017, le deuxième était consacré à tous les projets mis en œuvre en Asie centrale pendant cette même période, et le troisième concernait tous les projets relatifs à l'élaboration d'un profil migratoire menés entre 2011 et 2014. Cet exercice a été l'occasion d'évaluer les résultats et la viabilité de ces projets en vue d'améliorer, à l'avenir, l'élaboration et la mise en œuvre des projets ainsi que la programmation thématique connexe. Les résultats de ces examens sont disponibles sur le site Internet du Fonds.

## **Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement**

12. Le Gouvernement du Japon finance un administrateur auxiliaire travaillant à temps partiel pour l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement, au Siège. Cet administrateur auxiliaire est un membre indispensable de l'Unité ; il examine les possibilités de collecte de fonds, les demandes et les rapports concernant des projets, ainsi que les résultats des projets.

## **Initiatives de collecte de fonds**

13. En 2018, le Fonds de l'OIM pour le développement a amélioré le système de dons en ligne sur son site Internet et a produit des matériels de visibilité dans le but de mobiliser des donateurs privés. En outre, avec le concours de la Division Médias et communication, il a entrepris d'élaborer une campagne de sensibilisation et de collecte de fonds qui sera lancée dans des espaces publics au premier trimestre de 2019, en collaboration avec le secteur privé. Il faut espérer que ces initiatives de collecte de fonds permettront d'augmenter les crédits mis à la disposition des États Membres qui remplissent les conditions requises.

## **Évaluations a posteriori et réactions initiales**

14. Le Fonds de l'OIM pour le développement est résolu à réaliser des évaluations a posteriori pour tous les projets financés en 2018. Toutes les évaluations effectuées au cours de l'année seront rassemblées et résumées, et les constatations et recommandations principales seront communiquées au premier semestre de 2019 conformément à l'approche de la gestion axée sur les résultats suivie par le Fonds.

15. Les réactions des bénéficiaires et des partenaires gouvernementaux recueillies dans le cadre des évaluations menées à ce jour sont positives ; le renforcement des capacités permis grâce aux projets considérés est jugé stratégique, novateur et très utile. Les projets tirent le meilleur parti possible des ressources limitées des gouvernements et aident ces derniers à œuvrer de concert sur les questions de migration. Si le rapport coût-efficacité des projets est bon, la viabilité demeure toutefois un sujet de préoccupation auquel il convient de s'attaquer dès le début du projet. Les réactions ont fait ressortir que des améliorations étaient possibles, par exemple, en établissant des structures de coordination dans une perspective à long terme, en renforçant le suivi assuré après l'achèvement des projets, et en commercialisant et promouvant les produits des projets afin d'en accroître l'utilité.

## **Évaluation du Fonds**

16. Il est prévu que le Bureau de l'Inspecteur général procède à une évaluation du Fonds au début de 2019 afin d'en examiner les critères, l'impact et la viabilité. Un rapport d'évaluation sera communiqué à la 25<sup>e</sup> session du Comité permanent des programmes et des finances, en octobre 2019.

## **États Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2018**

17. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

Annexe I : Première ligne : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2018

- Annexe II : Deuxième ligne : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2018
- Annexe III : Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement : Projets approuvés pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2018
- Annexe IV : Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2018

## Annex I

**Line 1: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,  
by region, as at 30 September 2018**

(total: 122)

<b>Africa</b> 52 Members (43%)	<b>Africa (continued)</b>	<b>Asia and Oceania</b> 31 Members (25%)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroon Central African Republic Chad Comoros Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Eswatini Ethiopia Gabon Gambia Ghana Guinea Guinea-Bissau Kenya Lesotho Liberia Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Nigeria Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone Somalia South Africa South Sudan Sudan Togo	Tunisia Uganda United Republic of Tanzania Zambia Zimbabwe	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nauru Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Vanuatu Viet Nam
	<b>Middle East</b> 2 Members (2%)	<b>Europe</b> 12 Members (10%)
	Jordan Yemen	Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Serbia The former Yugoslav Republic of Macedonia Turkey Ukraine
	<b>Latin America and the Caribbean</b> 25 Members (20%)	
	Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador El Salvador Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia Saint Vincent and the Grenadines Suriname Venezuela (Bolivarian Republic of)	

Note: Grenada, the Lao People's Democratic Republic and Palau are not included in the above list as they were admitted as Member States of the Organization at the Second Special Session of the Council, held on 29 June 2018.





## Annex II

Line 2: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,  
by region, as at 30 September 2018<sup>1</sup>

(total: 94)

<b>Africa</b> 34 Members (36%)	<b>Middle East</b> 1 Members (1%)	<b>Asia and Oceania</b> (continued)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Central African Republic Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Ethiopia Ghana Guinea Kenya Lesotho Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Namibia Niger Rwanda Senegal Sierra Leone South Africa Sudan Togo Tunisia Zambia Zimbabwe	Jordan	Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Vanuatu Viet Nam
	<b>Latin America and the Caribbean</b> 22 Members (23%)	
	Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador El Salvador Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia	
	<b>Asia and Oceania</b> 25 Members (27%)	
	Bangladesh China India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kyrgyzstan Marshall Islands Micronesia (Federated States of)	<b>Europe</b> 12 Members (13%)
		Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Serbia The former Yugoslav Republic of Macedonia Turkey Ukraine

<sup>1</sup> The Line 2 list of eligible Member States (and budget for each region) cut-off date for the year is 30 June. Chad and Maldives became eligible for Line 2 funding when they came off the list of Member States with outstanding assessed contributions to the Administrative Part of the Budget which equal or exceed the amount due from them for the preceding two years, which took place after 30 June 2018.

Note: Grenada, the Lao People's Democratic Republic and Palau are not included in the above list as they were admitted as Member States of the Organization at the Second Special Session of the Council, held on 29 June 2018.



**Annex III**

**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund regional distribution chart:  
Approved projects from 1 January to 30 September 2018**

<b>REGION: AFRICA</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM Botswana (Angola, Botswana, Comoros, Democratic Republic of the Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mauritius, Mozambique, Namibia, South Africa, Zambia, Zimbabwe)	Enhancing Regional Cooperation for Improved Migration Governance in Southern Africa through the Development of a Regional Migration Policy Framework – IOM Strategy: activities 3 and 7	100 000
<b>Africa Line 1 allocations to date</b>		<b>100 000</b>
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>381 214</b>
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		<b>26%</b>
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>11%</b>

<b>Line 2</b>		
IOM Benin	Enhancing Migration Management Capacities in Benin – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Botswana	Botswana Migration Profile: Supporting Evidence-based Migration-related Policymaking and Planning in Botswana – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Burundi	Burundi: Supporting the Development of a National Labour Migration Policy and Negotiation of Bilateral Labour Agreements – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Djibouti	Engaging the Djiboutian Diaspora through the Development of a National Strategy and Diaspora Mapping – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Guinea	Diaspora Engagement in Support of the Health System in Guinea – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Kenya	Capacity-building Support for the Government of Kenya to Develop a Labour Migration Policy and Labour Bill to Enhance Protection of Kenyans Working Abroad – IOM Strategy: activities 3 and 12	150 000
IOM Lesotho	Enhancing Coordination and Strengthening Institutional Capacity to Effectively Engage with the Basotho Diaspora – IOM Strategy: activity 4	200 000
IOM Malawi	Mapping and Profiling the Malawian Diaspora in South Africa, the United Kingdom and the United States of America – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000

**Annex III (continued)**

<b>REGION: AFRICA (continued)</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 2 (continued)</b>		
IOM Mauritius	Building the Capacity of the Mauritian Government to Strengthen Linkages with the Mauritian Diaspora – IOM Strategy: activity 4	200 000
IOM Morocco	Diaspora Engagement in Agroecology Development in Morocco – IOM Strategy: activity 4	200 000
IOM Rwanda	Safe Labour Migration from Rwanda – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
Regional Office in Dakar (Burkina Faso, Mali)	Enhancing Capacities in Disaster Risk Reduction in Burkina Faso and Mali – IOM Strategy: activity 3	200 000
Regional Office in Pretoria (Botswana, Lesotho, Malawi, South Africa, Zimbabwe)	Strengthening Migration Data Collection and Analysis in Botswana, Lesotho, South Africa, Malawi and Zimbabwe – IOM Strategy: activities 3 and 6	150 000
<b>Africa Line 2 allocations to date</b>		<b>2 300 000</b>
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>2 781 660</b>
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		<b>83%</b>
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>30%</b>

<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Africa regional allocations to date</b>		<b>2 400 000</b>
<b>Africa regional available funding</b>		<b>3 162 874</b>
Percentage allocated across the two funding lines		<b>76%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: MIDDLE EAST</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Line 1</b>		
	<b>Middle East Line 1 allocations to date</b>	<b>0</b>
	Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)	<b>17 731</b>
	Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding	<b>0%</b>
<b>Line 2</b>		
	<b>Middle East Line 2 allocations to date</b>	<b>0</b>
	Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	<b>77 268</b>
	Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding	<b>0%</b>
<b>Lines 1 and 2</b>		
	<b>Middle East regional allocations to date</b>	<b>0</b>
	<b>Middle East regional available funding</b>	<b>94 999</b>
	Percentage allocated across the two funding lines	<b>0%</b>

## Annex III (continued)

<b>REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM Brazil	Enhancing Migration Governance in Brazil – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Guatemala	Strengthening Guatemalan Consular Assistance Capacity – IOM Strategy: activities 2 and 3	100 000
<b>Latin America and the Caribbean Line 1 allocations to date</b>		<b>200 000</b>
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>177 309</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		<b>113%</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>23%</b>

<b>Line 2</b>		
IOM Argentina	Supporting the National Counter-trafficking Programme in Argentina – IOM Strategy: activities 3, 6 and 11	150 000
IOM Bolivia	Strengthening the Capacity of the Bolivian Government to Effectively Implement Policies to Combat Human Trafficking and the Smuggling of Migrants – IOM Strategy: activities 3, 6 and 11	200 000
IOM Nicaragua (Belize, Costa Rica, Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua)	Strengthening Regional Efforts against Trafficking in Persons and the Smuggling of Migrants in Central America and Mexico – IOM Strategy: activities 3 and 11	200 000
IOM Panama (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama)	Supporting the Meso-American Countries on the Implementation of the Sustainable Development Goals – IOM Strategy: activities 3, 4, 6 and 7	200 000
<b>Latin America and the Caribbean Line 2 allocations to date</b>		<b>750 000</b>
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>1 777 172</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		<b>42%</b>
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>10%</b>

<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Latin America and the Caribbean regional allocations to date</b>		<b>950 000</b>
<b>Latin America and the Caribbean regional available funding</b>		<b>1 954 481</b>
Percentage allocated across the two funding lines		<b>49%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: ASIA AND OCEANIA</b>		
<b>IOM office (benefiting Members and non-members)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM Fiji	Migration Profile in Fiji: Building the Capacity for Evidence-based Policy – IOM Strategy: activities 3 and 4	100 000
IOM Kyrgyzstan	Mainstreaming Gender into Local Migration and Development Priorities in Kyrgyzstan – IOM Strategy: activity 3	100 000
<b>Asia and Oceania Line 1 allocations to date</b>		<b>200 000</b>
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>221 636</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		<b>90%</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>23%</b>

<b>Line 2</b>		
IOM China (Bangladesh, China, Philippines)	Asia Region: Promoting Ethical Recruitment and Decent Work Among Private Sector Partners by Strengthening Company Policies to Protect Domestic Workers: – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Nepal	Nepal Migration Profile: Promoting Strategic and Evidence-based Policymaking – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Tajikistan	Strengthening the Capacities of and Dialogue between the State and Civil Society Organizations on Internal Trafficking in Tajikistan – IOM Strategy: activities 3 and 11	200 000
IOM Thailand	Supporting the Government of Thailand to Improve Migration and Border Management Structures in the Midst of Rapid ASEAN Integration – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Timor-Leste	Migration Profile: Timor-Leste – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Vanuatu	Vanuatu: Building Capacity to Address Climate Change and Disaster-induced Displacement – Phase II – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Viet Nam	Building the Resilience of Communities Affected by Climate Change and Environmental Degradation in Viet Nam – IOM Strategy: activity 3	200 000
<b>Asia and Oceania Line 2 allocations to date</b>		<b>1 500 000</b>
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>2 086 245</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		<b>72%</b>
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>19%</b>

<b>Lines 1 and 2</b>	
<b>Asia and Oceania regional allocations to date</b>	<b>1 700 000</b>
<b>Asia and Oceania regional available funding</b>	<b>2 307 881</b>
Percentage allocated across the two funding lines	<b>74%</b>

**Annex III (continued)**

<b>REGION: EUROPE</b>		
<b>IOM office (benefiting Members, non-members and other)</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>

<b>Line 1</b>		
IOM Montenegro	Enhancing the Counter-smuggling and Counter-trafficking Capacities of National Institutions in Montenegro – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
<b>Europe Line 1 allocations to date</b>		<b>100 000</b>
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>88 654</b>
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		<b>113%</b>
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		<b>11%</b>

<b>Line 2</b>		
IOM Armenia	Enhancing Development through Diaspora Engagement in Armenia – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
IOM Bosnia and Herzegovina	Bosnia and Herzegovina: Strengthening Government Capacities in Integrated Border Management – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Georgia	Capacity-building of the Georgian Authorities in Migration Data Analysis – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM the former Yugoslav Republic of Macedonia	Strengthening National Capacities to Counter Trafficking in Human Beings in the former Yugoslav Republic of Macedonia – IOM Strategy: activity 3	90 000
IOM Turkey	Supporting the Turkish Gendarmerie in Building the Capacity of the Counter-trafficking and Counter-smuggling Department – IOM Strategy: activities 3 and 11	200 000
IOM Ukraine	Facilitating Migrant and Diaspora Investment in Ukraine – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
<b>Europe Line 2 allocations to date</b>		<b>940 000</b>
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		<b>1 004 489</b>
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		<b>94%</b>
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		<b>12%</b>

<b>Lines 1 and 2</b>		
<b>Europe regional allocations to date</b>		<b>1 040 000</b>
<b>Europe regional available funding</b>		<b>1 093 143</b>
Percentage allocated across the two funding lines		<b>95%</b>



**Annex III (continued)**

<b>ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL</b>		
<b>IOM office</b>	<b>Project</b>	<b>Amount funded (USD)</b>
<b>Administration Line 1</b>		
<b>Total</b>		<b>446 000</b>
Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)		<b>5 %</b>
<b>Multiregional Line 1</b>		
IOM Headquarters (all Line 1 eligible Member States)	Mainstreaming Human Rights and Cross-cutting Themes in the Essentials of Migration Management (EMM2.0) – IOM Strategy: activities 3 and 6	<b>100 000</b>
Allocation as a percentage of available total (Line 1)		<b>7 %</b>
<b>Multiregional Line 2</b>		
IOM Headquarters (all Line 2 eligible Member States)	Creative Space Initiative: Access to Technology and Livelihoods for Returning Migrants – Pilot phase: Djibouti – IOM Strategy: activity 3	<b>200 000</b>
IOM Headquarters	IOM Development Fund Visibility and Fundraising	<b>100 000</b>
IOM Headquarters	PRIMA Enhancements and Maintenance	<b>75 000</b>
Allocation as a percentage of available total (Line 2)		<b>5 %</b>



**Annex IV**

**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary:  
1 January to 30 September 2018**

	USD	USD
<b>Line 1</b>		
2018 Operational Support Income allocation	1 400 000	
Recovered funds from completed projects <sup>1</sup>	32 544	
<b>Subtotal Line 1</b>		<b>1 432 544</b>
<b>Line 2</b>		
2018 Operational Support Income allocation	7 210 506	
Recovered funds from completed projects <sup>2</sup>	218 651	
Contribution from the Government of Austria <sup>3</sup>	39 600	
Contribution from the Government of Sweden	574 713	
Contribution from the Government of the United States of America <sup>3</sup>	57 566	
Private contributions made by individuals online <sup>4</sup>	798	
<b>Subtotal Line 2</b>		<b>8 101 834</b>
<b>Total available funds</b>		<b>9 534 378</b>

	USD	%
<b>Total allocations made in 2018 under Line 1</b>	1 146 000	80
Balance available: Line 1	286 544	20
<b>Total allocations made in 2018 under Line 2</b>	5 865 000	72
Balance available: Line 2	2 236 834	28

<sup>1</sup> Corresponding to USD 32,544 of recovered funds from 1 January to 30 June 2018.

<sup>2</sup> Corresponding to USD 167,680 of recovered funds from 1 July to 31 December 2017 and USD 50,971 from 1 January to 30 June 2018.

<sup>3</sup> Contribution received in the fourth quarter of 2017 and carried forward to 2018.

<sup>4</sup> Online donations received from 1 July to 31 December 2017 (gross amount) carried forward to 2018.